

présenté de manière terriblement réduite comme l'auteur des seuls *Pour Marx*, Lire le *Capital* et *appareils idéologiques d'État*. Par conséquent, l'Althusser critiquant les « théoriciens de la traversée » intégrale de l'État par la lutte des classes » (« Marx dans ses limites », in *Écrits politiques et philosophiques I*, p. 426) et défendant la dictature du prolétariat ainsi que la destruction de l'État (22^e congrès) est complètement absent. Et ceci malgré le dialogue que

Poulantzas entretient – pas uniquement dans son œuvre de jeunesse, comme on a désormais coutume de l'affirmer – avec la position althusserienne. Une deuxième série de contributions vise des aspects théoriques particuliers. Bob Jessop démontre pertinemment qu'une actualisation du concept d'étatisme autoritaire est nécessaire et possible. Nous trouvons, en outre, des remarques portant sur la matérialité et la condensation chez Poulantzas (L. Brethauer) et traitant de sa contribution à l'analyse des classes et de la structure sociale (M. Koch), du droit (S. Buckel), du temps et de l'espace (M. Wissen), de la crise et de l'État (T. Sablowski), des mouvements sociaux et de la « transformation radicale » (U. Brand/M. Heigl) ainsi que de la démocratie (A. Demirovic). Ces textes manquent pour une bonne part d'originalité. Pour les lecteurs familiers de l'œuvre de Poulantzas, les longs exposés de ses théorèmes deviennent ainsi vite lassants. Davantage de travail empirique – dont le manque chez Poulantzas même est pourtant critiqué à plusieurs reprises – et de confrontation théorique auraient beaucoup apporté. La troisième série de contributions se caractérise par l'application des théorèmes de Poulantzas à divers champs de recherche. Sont ainsi proposés une lecture d'inspiration poulantzasienne du *Capital* (A. Gallas), une extension sur les discussions féministes de l'État (J. Nowak) – exercice imposé : avec deux contributions sur dix-huit, les auteurs font défaut dans l'ouvrage – et sur l'analyse du savoir de Foucault (I. Stützle) ainsi qu'une reprise des idées de Poulantzas appliquées à l'examen des instances européennes (H.-J. Bieling) et transnationales (J. Wissel). Or ces textes rejoignent en partie les critiques adressées autrefois à Poulantzas, à qui l'on reprochait d'apparaître trop abstrait et ambigu.

L'ignorance d'une partie importante de la discussion française dont est issue l'œuvre de Poulantzas, ainsi que l'absence de contributions s'attaquant à sa réception en Grande-Bretagne (autre Miliband et Jessop, pensons notamment à Stuart Hall), en Amérique latine (par exemple Ernesto Laclau) et dans les recherches économiques (comme dans la théorie de la régulation) nous laissent un étrange sentiment de provincialisme. La monographie d'Alex Demirovic, dont la première partie est une réédition retravaillée, peine à faire contrepois. Tandis que sa contribution à *Poulantzas lesen* se restreint à la discussion allemande (Poulantzas VS Wolfgang Abendroth et Johannes Agnoli), son livre ne va guère au-delà d'une reconstruction et d'une critique immanente. Ainsi le

littéraire et le champ du/de la politique dans le cadre de l'établissement de liens privilégiés avec le monde ouvrier (ses organisations et ses aspirations). Ce volume donne ainsi à lire des interventions plurielles et contradictoires concernant la notion de culture, l'héritage culturel, l'humanisme, le marxisme, l'autonomie de la création artistique et littéraire, l'engagement, la liberté d'expression (alors que Victor Serge est emprisonné en Union Soviétique)...

De nombreux « affrontements » et « malentendus », pour reprendre les mots utilisés par S. Teroni, marquèrent néanmoins cet événement. Assurément, par exemple, le dialogue fut difficile entre les surréalistes (qui rompent peu après avec le Parti Communiste Français) et certains délégués soviétiques (notamment Ilya Ehrenbourg). De même, au-delà du significatif silence de Walter Benjamin, les réticences exprimées par Bertolt Brecht, accusant le Congrès d'oublier la lutte de classe au nom de la politique de front populaire (« Camarades, réfléchissons aux racines du mal ! », s'exclame-t-il à la tribune), montrent les limites d'un rassemblement soucieux, en ces temps tourmentés, de préserver un certain consensus.

Jean-Marc LACHAUD

POULANTZAS EN ALLEMAGNE

Lars BRETTHAUER, Alex GALLAS, John KANNANKULAM, Ingo STÜTZLE (dir.), *Poulantzas lesen. Zur Aktualität marxistischer Staatstheorie, Hambourg, VSA, 2006, 336 pages*; Alex DEMIROVIC, Nicos POULANTZAS, *Aktualität und Probleme materialistischer Staatstheorie, Münster, Westfälisches Dampfboot, 2007, 296 pages*; John KANNANKULAM, *Autoritärer Etatismus im Neoliberalismus. Zur Staatstheorie von Nicos Poulantzas, Hambourg, VSA, 2008, 352 pages*.

La théorie de l'État capitaliste semble jouer d'un nouvel intérêt outre-Rhin. En témoignent trois publications autour de l'œuvre de Nicos Poulantzas récemment parues en langue allemande. Les directeurs de l'ouvrage collectif *Poulantzas lesen* proposent une « lecture symptomale » de ses textes, visant à les « contextualiser » (p. 21). Nous retrouvons ainsi le débat avec Ralph Miliband (C. Barrow), une tentative de réconcilier l'approche de la « dérivation de l'État » avec celle qui se focalise sur la reproduction des rapports de production (J. Hirsch/J. Kannakulam), ainsi que des contributions traitant de la réception poulantzasienne de Foucault (U. Lindner) et de Gramsci (P. Thomas). Ces quatre textes sont les plus stimulants du présent ouvrage, mais ils ne sauraient cacher ses lacunes, à savoir les chapitres traitant du rapport de Poulantzas à Marx et à Althusser. Conformément à sa réception allemande, ce dernier est

constat d'une « unité de poststructuralisme et marxisme » (p. 9) chez Poulantzas reste flou, faute d'une discussion avec des auteurs poststructuralistes. Les thèses citées, issues du département de sciences sociales de l'université de Francfort, où l'auteur enseigne, lui semblent apparemment plus importantes. Le premier chapitre est consacré au « cadre épistémologique et socio-théorique » (p. 22) de Poulantzas. Alors que Laclau a su leur adresser quelques critiques (« The Specificity of the Political: The Poulantzas-Miliband Debate », *Economy and Society* 4/1, 1975), Demirovic se borne à les exposer. Il s'attaque ensuite à la question des classes, en nous en faisant redécouvrir la lacune bien connue: la « détermination relationnelle des classes par la lutte des classes » (p. 43) est moins l'idée de Poulantzas qu'une reprise de la thèse d'Althusser selon laquelle il faut « mettre la lutte des classes au premier rang » (*Réponse à John Lewis*, p. 30). Les premières idées fortes de Demirovic se trouvent dans son chapitre consacré à l'État. Il y reproche justement à Poulantzas de couvrir le risque de « dissoudre l'État [...] dans les rapports de production et d'élargir leur concept à un concept vaste et 'politisé' de la séparation sociale du travail » (p. 72), ainsi que d'avoir négligé les questions posées par Gramsci concernant la formation du bloc historique et de l'hégémonie. Dans une longue discussion de la thèse poulantzasienne selon laquelle l'État capitaliste consiste dans « la condensation matérielle d'un rapport de forces entre classes et fractions de classe » (*L'État, le pouvoir, le socialisme*, p. 141), Demirovic soutient qu'il faut concevoir la structure étatique même comme une condensation des rapports de force. Discutant ensuite différentes formes du pouvoir bourgeois et de l'étatisme autoritaire, la première partie du livre se clôt sur le constat que Poulantzas est incapable de saisir les « procès de dé-étatation » (p. 174) néolibéraux. La deuxième partie est consacrée à « quelques aspects de la théorie matérialiste de l'État à la suite de Nicos Poulantzas » (p. 193). L'auteur y affirme que ce dernier était capable de justifier l'autonomie relative de l'État et défend sa thèse de la séparation sociale du travail. Dans le dernier chapitre, Demirovic discute les théories qui essaient de prendre en compte l'internationalisation et la transformation de l'État national, telles que celles proposées par Manuel Castells, Toni Negri, etc.

Allant dans le même sens, *Autoritaire Etatisme in Neoliberalismus* s'intéresse sur la question de savoir si le concept d'étatisme autoritaire « présente une explication appropriée des procès actuels de transformation étatique » (p. 10). Sous cette étiquette, John Kannankulam saisit un déplacement du pouvoir de la sphère législative à la sphère exécutive, une fusion progressive des trois pouvoirs et une perte des fonctions des partis politiques en faveur des réseaux de pouvoir parallèles. Sur fond de réconciliation entre les différentes approches théoriques, que nous avons déjà pu voir dans sa contribution à *Poulantzas lesen*, l'auteur soutient que « la (re-)montée de la fraction néolibérale du capital fi-

nancier forme le principal 'contexte (Klammer) extérieur' avec lequel la crise du fordisme/capitalisme monopolistique fait naître l'Étatisme autoritaire » (p. 94). Nous retrouvons la même lacune théorique que dans les deux autres livres, mais Kannankulam se rattrape néanmoins grâce à un travail empirique remarquable. Celui-ci commence dans la deuxième partie du livre, qui présente la reconstruction de la libéralisation des marchés financiers et l'internationalisation de la production comme les ressorts déterminants de la mondialisation néolibérale. Les analyses les plus convaincantes résident dans les troisième et quatrième parties du livre, qui traitent du développement du fordisme en Grande-Bretagne et en Allemagne, ainsi que des régimes post-fordistes dans ces deux pays. Si le cas allemand, jusqu'au milieu des années 1970, confirme la thèse de l'étatisme autoritaire, les choses sont un peu plus complexes pour la Grande-Bretagne, dont l'histoire démontre « le caractère limité du concept poulantzasien » (p. 221): l'autoritarisme thatchérien cherchait justement à surmonter l'étatisme pour articuler « l'économie libre et l'État fort » (Andrew Gumble). Par conséquent, l'auteur reconstruit le débat britannique à partir du populisme autoritaire. Il en tire des éléments qui lui permettent d'élargir sa conception de l'étatisme autoritaire, notamment l'attrage populiste des syndicats et des mouvements sociaux, ainsi que la stratégie de division sociale surdéterminée par le racisme et le nationalisme. Après avoir traité des conséquences de l'ère Thatcher pour le Labour Party, Kannankulam consacre les deux derniers chapitres à l'Allemagne depuis 1982. Bien que la structure politique et économique de cette dernière diffère de celle de la Grande-Bretagne, elle fut également le théâtre d'une autonomisation de l'exécutif, s'opérant aux dépens de son ancrage hégémonique et donnant accès au pouvoir à la « *new* » social-démocratie en 1998. L'auteur conclut qu'en prenant en compte les formes spécifiques dans lesquelles s'effectue la transformation de l'État sous la droite en Grande-Bretagne et en Allemagne dans les années 1980 et 1990 (autonomisation de l'exécutif, élargissement de l'appareil d'État répressif, désorganisation de l'opposition et interpellation populiste de la nation), le concept d'étatisme autoritaire peut être conservé.

Les livres présentés ici, de même que la nouvelle traduction allemande de *L'État, le pouvoir, le socialisme*, parue en 2002 (chez VSA à Hambourg), sont les symptômes d'une renaissance du débat sur l'État capitaliste en Allemagne. Il ne réussira à pallier le manque de concepts dont souffre la science politique à cet égard qu'en comblant ses propres lacunes, qu'elles soient de nature théorique ou empirique. Sur ce dernier point, Kannankulam trace la voie à suivre.

Kolja LINDNER